

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 1689

[C — 27453]

**25 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant règlement du fonctionnement du Gouvernement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 68, alinéa 1er;

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de permettre au Gouvernement wallon de fonctionner normalement, sans discontinuité et de la façon la plus efficace possible; que cette nécessité implique l'entrée en vigueur sans délai de ses règles de fonctionnement;

Considérant qu'une erreur formelle a été commise lors de l'adoption de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement;

Considérant que la situation ainsi créée met en cause le bon fonctionnement du Gouvernement et est source d'insécurité juridique;

Considérant qu'il importe de faire rétroagir le présent arrêté à la date d'installation du Gouvernement wallon en raison de la nécessité de garantir sans délai la continuité du service public; qu'en outre, la rétroactivité du présent arrêté ne porte pas atteinte à d'éventuels droits acquis du fait que cet arrêté a pour objet d'organiser les délégations du pouvoir de décision au sein du Gouvernement, indépendamment de son contenu;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Dispositions permanentes**Article 1^{er}.** Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région.**Art. 2. § 1^{er}.** Le Gouvernement wallon délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents.

§ 2. Ne sont pas pris en considération sauf urgence dûment justifiée et admise par le Gouvernement wallon :

- les points non inscrits à l'ordre du jour;
- les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint;
- les points pour lesquels l'accord du Ministre du Budget requis en application de l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 n'est pas joint;
- les points pour lesquels l'accord du Ministre de la Fonction publique, requis en application de l'article 10, § 4, du présent arrêté, n'est pas joint.

§ 3. Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon délibère de tout projet de décret et d'arrêté réglementaire, sauf délégation octroyée par le Gouvernement wallon.

§ 2. Le Gouvernement wallon délibère de toute proposition de décret et d'amendement(s) déposée au Conseil régional wallon.

§ 3. Un Ministre peut évoquer toute affaire relevant d'une matière déléguée.

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon élabore les avant-projets de décret budgétaire, ainsi que les projets d'amendement:

§ 2. Le Gouvernement wallon approuve les projets de décret contenant le budget de la Région wallonne.

Art. 5. § 1^{er}. Les articles 5, 6, 8, 9, et 17 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire sont applicables *mutatis mutandis* au Gouvernement wallon. En ce qui concerne son article 5, le Ministre du Budget rend son avis dans un délai de dix jours.

§ 2. Trimestriellement, une situation budgétaire complète tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des membres du Gouvernement wallon dans un délai de quinze jours après expiration de la période mensuelle concernée.

La situation comporte une annexe relative au programme d'investissement.

§ 3. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Art. 6. Le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent les projets de délibération, tendant à autoriser l'engagement, l'ordonnancement et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés ou suite au refus de visa de la Cour des comptes.**Art. 7.** Le Gouvernement wallon délibère de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, organismes et institutions publics qui sont chargés de l'exécution de la politique régionale.

Art. 8. Les programmes d'investissements matériels couvrant une ou plusieurs années font l'objet d'une délibération du Gouvernement wallon avant l'adoption des projets de budget.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et s'il échet celle de leurs bénéficiaires.

Art. 9. Tout projet de circulaire ou de directive à portée générale est transmis par son auteur aux autres Ministres. Ceux-ci peuvent dans un délai de huit jours ou à la séance du Gouvernement wallon qui suit la réception, en demander une délibération. Faute d'une telle demande ou évocation, la circulaire est diffusée ou publiée.

Art. 10. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, on appelle :

dossiers A : les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;

dossiers B :

1° l'octroi de délégations à des fonctionnaires;

2° les cadres;

3° les déclarations de vacance d'emplois au niveau 1;

4° l'octroi de fonctions supérieures et les promotions au niveau 1;

5° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les commissions et chambres de recours, ainsi que par les commissions des stages au niveau 1;

6° les mutations dans l'intérêt du service à partir des grades de rang A4;

7° l'élaboration des programmes de recrutement;

dossiers C : les autres décisions administratives relatives au personnel, à l'exception de celles ayant fait l'objet de délégations à des fonctionnaires.

§ 2. Les secrétaires généraux et les fonctionnaires-dirigeants des organismes d'intérêt public transmettent simultanément tout dossier visé au § 1^{er} au Ministre de la Fonction publique et à celui ou ceux des Ministre(s) fonctionnellement compétent(s).

Chaque Ministre réceptif du dossier dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour faire connaître son avis à celui de ses collègues compétent pour le soumettre au Gouvernement ou pour décider. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

En cas de divergence d'avis, il est procédé à une concertation chez le Ministre de la Fonction publique dans un délai de dix jours ouvrables.

§ 3. Les dossiers A sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant les ministères sont soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers B concernant les organismes d'intérêt public sont soumis au Gouvernement par le Ministre fonctionnellement compétent.

§ 4. Le Gouvernement est seul compétent pour les dossiers A et B.

Le Ministre de la Fonction publique est compétent pour les dossiers C concernant les ministères. Une copie de la décision du Ministre de la Fonction publique est transmise au Ministre fonctionnellement compétent.

Le Ministre fonctionnellement compétent est compétent pour les dossiers C concernant chacun des organismes d'intérêt public. Une copie de la décision du Ministre fonctionnellement compétent est transmise au Ministre de la Fonction publique.

§ 5. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos de tous les dossiers A et à propos des dossiers B concernant les ministères.

Le Ministre fonctionnellement compétent est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers B concernant chacun des organismes d'intérêt public.

Art. 11. Lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, le Gouvernement wallon arrête les éléments de la politique de la Région, désigne ses représentants auprès de ces organes ou organismes, leur donne toute directive nécessaire et reçoit leurs rapports.

Art. 12. § 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement wallon est seul qualifié pour émettre au nom de la Région un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes fédéraux, communautaires, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

§ 2. Le Gouvernement wallon délibère sur les modalités générales des projets de traité et d'accord de coopération à caractère international, sur présentation du Ministre des Relations internationales.

§ 3. Préalablement à leur approbation par le Gouvernement wallon, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre des Relations internationales et le Ministre fonctionnellement compétent.

Le Gouvernement wallon fixe la date d'entrée en vigueur de ces traités et accords.

Art. 13. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 8 et 14, sont déléguées à chacun des Ministres pour ce qui concerne leurs compétences respectives :

1° les décisions portant sur un montant maximum de vingt millions de francs lorsque le bénéficiaire est désigné dans le budget administratif; dans le cas contraire, ce montant est ramené à dix millions;

2° sans limitation du montant, les décisions relatives à des dépenses inscrites dans un programme délibéré en Gouvernement wallon avec indication du ou des bénéficiaires;

3° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmes visés à l'article 8;

4° l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et de la réglementation sur l'expansion économique et les aides technologiques relatifs à tout dossier concernant des aides d'un montant inférieur à cent cinquante millions et pour lequel l'Inspection des Finances a donné un avis favorable.

Toutefois, un rapport trimestriel comportant la liste des entreprises et le montant des avantages qui leur sont octroyés en exécution des législations concernées est communiqué aux membres du Gouvernement wallon;

5° l'octroi de la garantie régionale accordée en exécution de la législation et de la réglementation sur l'expansion économique lorsque le crédit à garantir porte sur un montant maximum de cent millions et les aides technologiques lorsqu'elle porte sur un programme maximum de cent millions;

6° les arrêtés approuvant les plans d'aménagement et les règlements d'urbanisme d'initiative communale;

7° les règlements complémentaires sur la police de la circulation routière;

8° les aides en faveur des bâtiments-relais;

9° l'agrément des entrepreneurs;

10° les actions judiciaires exercées au nom du Gouvernement wallon tant en demandant qu'en défendant, le sort à réserver aux exploits d'huissier notifiés à la Région;

11° la délivrance d'attestation;

12° les contrats de cession amiable, les quittances et autres actes relatifs à l'acquisition ou la cession d'immeubles.

13° les décisions d'octroi de tranches trimestrielles d'un montant égal à payer à l'Office régional de l'Emploi, à l'Institut de formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation;

14° la nomination au sein des Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation des membres représentant les organisations des employeurs et des travailleurs;

15° la nomination des membres des Commissions emploi-formation-enseignement;

16° les arrêtés approuvant les plans de gestion et les décisions portant approbation des contrats d'accompagnement et des prêts en exécution de la législation et de la réglementation relatives à l'utilisation du compte C.R.A.C. visée dans la convention du 30 juillet 1992 telle qu'amendée et ce, dans la mesure où l'intervention financière de la Région n'est pas sollicitée.

Art. 14. Sont soumis à l'accord du Gouvernement wallon : le choix du mode de passation et la passation des marchés pour des travaux, fournitures et services dont l'estimation ou le montant hors T.V.A. est supérieur aux montants figurant au tableau suivant :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint	Marché de gré à gré
Travaux	300 millions	65 millions	20 millions
Fournitures	200 millions	20 millions	12 millions
Services	60 millions	10 millions	5 millions

La procédure prévue par l'article 51 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services reste d'application étant entendu que le Gouvernement wallon et le Ministre-Président du Gouvernement wallon remplacent respectivement le Comité ministériel et le Premier Ministre.

Art. 15. Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun et les Ministres concernés cosignent la convention qui éventuellement en résulte.

Art. 16. Pour les dossiers relatifs aux objectifs 1, 2 et 5b des fonds structurels, le Ministre-Président est chargé de la coordination interne au niveau de la Région. L'introduction de ces mêmes dossiers au Gouvernement wallon relève de la compétence conjointe du Ministre-Président et du Ministre des Relations internationales, ce dernier étant seul compétent pour leur transmission vers les instances européennes.

La Présidence des différents comités est assurée de la manière suivante :

1. Comités de suivi (CDS) :

— présidence : Ministre des Relations internationales.

2. Comités techniques et financiers (CTF) et groupes techniques :

* C.T.F. - FEDER - Economie et attractivités :

— présidence : Ministre des Relations internationales;

— vice-présidence : Ministre de l'Economie.

* C.T.F. - F.S.E. - Ressources humaines :

— présidence : Ministre de la Formation;

— vice-présidence : Ministre des Relations internationales.

* Groupe technique Feoga :

— présidence : Ministre de l'Agriculture;

— vice-présidence : Ministre des Relations internationales.

* Groupe technique objectifs 3 et 4 :

— présidence : Ministre de l'Emploi;

— vice-présidence : Ministre des Relations internationales.

Art. 17. Préalablement à la décision, les dossiers relatifs à l'implantation des services et organismes régionaux font l'objet d'une concertation entre le Ministre chargé de l'implantation et le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire et l'Equiperment dans ses attributions.

Art. 18. Préalablement à la décision, les dossiers relatifs aux investissements dans la filière bois et portant sur un montant supérieur à cinquante millions de francs font l'objet d'une concertation entre le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles.

Art. 19. Préalablement à la décision, toute demande d'agrément des entrepreneurs est soumise, pour avis, au Ministre de l'Economie par le Ministre de l'Equiperment.

Art. 20. Chaque Ministre arrête les expropriations nécessaires à l'exercice de ses compétences.

Art. 21. Le Gouvernement wallon accrédite les Inspecteurs des Finances et détermine leur affectation auprès de ses membres sur proposition du Ministre du Budget.

CHAPITRE II. — Disposition temporaire

Art. 22. § 1^{er}. En ce qui concerne l'administration et les organismes d'intérêt public qu'il gère, le Gouvernement wallon est seul compétent pour :

1° les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;

2° l'octroi des délégations à l'administration;

- 3° les cadres;
 4° les déclarations de vacances d'emplois au niveau 1;
 5° l'octroi de fonctions supérieures et les promotions au niveau 1;
 6° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les commissions et chambre de recours ainsi que par la commission des stades au niveau 1;
 7° les mutations dans l'intérêt du service à partir des grades de rang A4;
 8° l'élaboration des programmes de recrutement.

§ 2. Les dossiers relatifs aux règles de la Fonction publique, notamment ceux visés au § 1^{er}, 1°, sont, pour l'administration, préparés et soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

§ 3. Les dossiers, visés au § 1^{er}, 2° à 8°, portant sur l'ensemble d'un ministère sont préparés et soumis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Les dossiers ne portant pas sur l'ensemble d'un ministère sont préparés à l'initiative du Ministre de la Fonction publique et soumis au Gouvernement en cosignature avec le ou les Ministres fonctionnellement compétents. Le Ministre fonctionnellement compétent peut, de par son droit d'initiative, solliciter le Ministre de la Fonction publique qui dispose, dès réception de la demande, d'un mois pour y répondre. A l'issue de ce délai, le Ministre fonctionnellement compétent peut saisir d'initiative le Gouvernement.

§ 4. Les dossiers relatifs au statut et au cadre du personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne sont préparés et soumis au Gouvernement, moyennant l'accord du Ministre de la Fonction publique, par le Ministre fonctionnellement compétent.

Outre ceux repris à l'alinéa précédent, les dossiers, visés au § 1^{er}, 1° à 8°, et relatifs aux organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, sont préparés et soumis au Gouvernement à l'initiative du Ministre fonctionnellement compétent, moyennant l'accord du Ministre de la Fonction publique.

Le Ministre de la Fonction publique peut, de par son droit d'initiative, solliciter le Ministre fonctionnellement compétent qui dispose, dès réception de la demande, d'un mois pour y répondre. A l'issue de ce délai, le Ministre de la Fonction publique peut saisir d'initiative le Gouvernement.

§ 5. Les décisions administratives, autres que celles visées au § 1^{er}, 1° à 8°, et prises par le Ministre de la Fonction publique, sont arrêtées sur proposition ou de l'avis du Ministre fonctionnellement compétent. Cet avis est remis dans un délai de huit jours courant dès le jour de réception de la demande; à défaut, il est réputé favorable. Une copie de la décision du Ministre de la Fonction publique est transmise au Ministre fonctionnellement compétent.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 23. L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 14 décembre 1995, 8 février 1996 et 25 avril 1996, est rapporté.

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, est abrogé.

Art. 25. Le présent arrêté produit ses effets le 20 juin 1995, à l'exception de l'article 10, qui produit ses effets le 8 février 1996, de l'article 13, 13^b à 15°, qui produit ses effets le 14 décembre 1995 et de l'article 13, 16°, qui produit ses effets le 1^{er} mai 1996.

L'article 22 cesse de produire ses effets le 7 février 1996.

Art. 26. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des F. I. E., du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
 M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
 B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
 J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
 J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
 W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
 G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 — 1689

[C — 27453]

25. JULI 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 68, Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 über die Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, der Regierung zu erlauben, ordentlich, ohne Diskontinuität und so wirksam wie möglich zu funktionieren; daß die Regelung ihrer Arbeitsweise aus diesem Grund unverzüglich in Kraft treten muß;

In der Erwägung, daß ein förmlicher Irrtum bei der Verabschiedung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung gegeben wurde;

In der Erwägung, daß die so entstandene Lage die reibungslose Arbeitsweise der Regierung beeinträchtigt und eine Ursache der Rechtsunsicherheit ist;

In der Erwägung, daß die Kontinuität des Öffentlichen Dienstes unverzüglich sicherzustellen ist, und daß es daher notwendig ist, daß der vorliegende Erlaß am Datum der Einsetzung der Regierung rückwirkend in Kraft tritt; daß die Rückwirkung des vorliegenden Erlasses außerdem etwaige wohlverworbene Rechte nicht in Frage stellt, da dieser Erlaß zum Zweck hat, ungeachtet dessen Inhalts die Vollmachtserteilungen bezüglich der Entscheidungsbefugnis innerhalb der Regierung zu organisieren;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I — Ständige Bestimmungen

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung berät kollegial im Wege des Konsenses und bestimmt die politischen Leitlinien für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Region fallen, unbeschadet der Vollmachten, die sie ihren Mitgliedern erteilt.

Art. 2 - § 1. Die Beschlüsse der Wallonischen Regierung über die in der Tagesordnung vorgesehenen Punkte sind nur gültig, wenn mehr als die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind.

§ 2. Folgende Punkte werden außer bei ordnungsgemäß nachgewiesener und von der Wallonischen Regierung angenommener Dringlichkeit nicht berücksichtigt:

— die Punkte, die nicht auf der Tagesordnung stehen,

— die Punkte, für die das Gutachten der Finanzinspektion nicht beigelegt ist,

— die Punkte, für die das in Anwendung von Artikel 5 des Königlichen Erlasses vom 16. November 1994 erforderliche Einverständnis des Ministers des Haushalts nicht beigelegt ist;

— die Punkte, für die das in Anwendung von Artikel 10, § 4 des vorliegenden Erlasses erforderliche Einverständnis des Ministers des Öffentlichen Dienstes gehört, nicht beigelegt ist.

§ 3. Die Vertagung eines Punktes kann vor der Sitzung von einem Mitglied beantragt werden, dessen Abwesenheit gerechtfertigt ist.

Art. 3 - § 1. Die Wallonische Regierung beschließt über jeden Entwurf eines Dekrets oder eines Erlasses mit Verordnungscharakter, außer wenn sie eine entsprechende Vollmacht erteilt hat.

§ 2. Die Wallonische Regierung beschließt über sämtliche Vorschläge von Dekreten und Abänderung(en), die im Wallonischen Regionalrat eingebracht werden.

§ 3. Ein Minister kann sich mit jeder Sache befassen, die eine übertragene Angelegenheit betrifft.

Art. 4 - § 1. Die Wallonische Regierung erstellt die Vorentwürfe von Haushaltsdekreten sowie die Abänderungsentwürfe.

§ 2. Die Wallonische Regierung billigt die Dekretentwürfe, die den Haushaltsplan der Wallonischen Region festlegen.

Art. 5 - § 1. Die Artikel 5, 6, 8, 9 und 17 des Königlichen Erlasses vom 16. November 1994 zur Organisation der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle finden mutatis mutandis Anwendung auf die Wallonische Regierung. In bezug auf Artikel 5 dieses Königlichen Erlasses gibt der Minister des Haushalts sein Gutachten binnen zehn Tagen ab.

§ 2. Jedes Quartal wird jedem Mitglied der Wallonischen Regierung binnen 15 Tagen nach Ablauf des betreffenden Monats eine vollständige Übersicht über den Haushalt übermittelt, sowohl was die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen wie auch den Stand der Einnahmen und der Ausgaben betrifft.

Die Übersicht enthält eine Anlage über das Investitionsprogramm.

§ 3. Jeder Minister hat für die Angelegenheiten, die zu seinen Zuständigkeiten gehören, direkten Zugang zu der Buchführung über die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

Art. 6 - Der Minister des Haushalts hat den Auftrag, zusammen mit dem von der Funktion her betroffenen Minister die Entwürfe von Beschlüssen zu erstellen und vorzulegen, durch die die Mittelbindung, die Anordnung und die Zahlung der Ausgaben genehmigt werden, wenn diese über die bewilligten Mittel hinausgehen oder wenn der Rechnungshof seinen Sichtvermerk verweigert hat.

Art. 7 - Die Wallonische Regierung beschließt über jeden Gründungs-, Dezentralisierungs-, Dekonzentrations- oder Umstrukturierungsentwurf bzw. -vorschlag in bezug auf die öffentlichen Dienststellen, Organisationen und Einrichtungen, die mit der Durchführung der regionalen Politik beauftragt sind.

Art. 8 - Die Programme über materielle Investitionen, die ein oder mehrere Jahre umfassen, werden vor Annahme der Haushaltsentwürfe von der Wallonischen Regierung beschlossen.

Diese Programme enthalten insbesondere die genaue Angabe des Betrags der Beihilfen und Zuschüsse oder die Schätzung der Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, die genaue Angabe ihrer Zweckbestimmung und gegebenenfalls der Anspruchsberechtigten.

Art. 9 - Jeglicher Entwurf eines Rundschreibens oder einer Richtlinie allgemeiner Art wird durch den Verfasser an die anderen Minister weitergeleitet.

Diese haben das Recht, binnen 8 Tagen oder bei der Sitzung der Wallonischen Regierung, die dem Empfang des Entwurfs folgt, eine Beratung darüber zu beantragen. In Ermangelung eines solchen Antrags bzw. einer solchen Aufforderung wird das Rundschreiben verbreitet oder veröffentlicht.

Art. 10 - § 1. Für die Anwendung dieses Artikels versteht man unter:

Akten A : die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungscharakter.

Akten B:

- 1° die Erteilung von Vollmachten an Beamten;
- 2° die Stellenpläne;
- 3° die Verkündung von freien Planstellen der Stufe 1;
- 4° die Erteilung von höheren Dienstposten und die Beförderungen in der Stufe 1;
- 5° die endgültigen Beschlüsse im Anschluß an die von den Berufungsausschüssen und Berufungskammern sowie von den Ausschüssen in Sachen Probezeiten in der Stufe 1 abgegebenen Gutachten;
- 6° Die Personalversetzungen im Interesse des Dienstes ab dem Dienstgrad A4;
- 7° die Aufstellung der Anwerbsprogramme.

Akten C : die sonstigen verwaltungsmäßigen Beschlüsse in Sachen Personal, mit Ausnahme derjenigen, die Gegenstand von Vollmachten an Beamten gewesen sind.

§ 2. Die Generalsekretäre und die leitenden Beamten der Einrichtungen öffentlichen Interesses übermitteln jede im § 1 erwähnte Akte gleichzeitig dem Minister des Öffentlichen Dienstes und dem bzw. den von der Funktion her zuständigen Minister(n).

Jeder Minister, dem die Akte zugestellt wird, verfügt über eine Frist von zehn Werktagen, um dem bzw. den zuständigen Kollegen sein Gutachten abzugeben, um dieses anschließend der Regierung vorzulegen oder einen Beschluß zu fassen. Nach Ablauf dieser Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit findet eine Konzertierung beim Minister des Öffentlichen Dienstes innerhalb einer Frist von zehn Werktagen statt.

§ 3. Die Akten A werden der Regierung durch den Minister des Öffentlichen Dienstes vorgelegt.

Die Akten B, die die Ministerien betreffen, werden der Regierung durch den Minister des Öffentlichen Dienstes vorgelegt.

Die Akten B, die die Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, werden der Regierung durch den von der Funktion her zuständigen Minister vorgelegt.

§ 4. Nur die Regierung allein ist für die Akten A und B zuständig.

Der Minister des Öffentlichen Dienstes ist für die Akten C, die die Ministerien betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministers des Öffentlichen Dienstes wird dem von der Funktion her zuständigen Minister übermittelt.

Der von der Funktion her zuständige Minister ist für die Akten C, die jede der Einrichtungen öffentlichen Dienstes betreffen, zuständig. Eine Abschrift des Beschlusses des von der Funktion her zuständigen Ministers wird dem Minister des Öffentlichen Dienstes übermittelt.

§ 5. Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der gesamten Akten A und bezüglich der Akten B, die die Ministerien betreffen, gefaßt worden sind.

Der von der Funktion her zuständige Minister wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der Akten B, die jede der Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, gefaßt worden sind.

Art. 11 - Wenn die Region entweder an der Gestaltung bzw. der Ausarbeitung einer Politik beteiligt ist oder innerhalb der damit beauftragten Organe bzw. Einrichtungen vertreten ist, legt die Wallonische Regierung die Elemente der Politik der Region fest, benennt ihre Vertreter innerhalb dieser Organe bzw. Einrichtungen, erteilt ihnen sämtliche erforderlichen Anweisungen und nimmt ihre Berichte entgegen.

Art. 12 - § 1. Unbeschadet der Vollmachten, die die Wallonische Regierung ihren Mitgliedern erteilt, ist sie allein befugt, im Namen der Region ein Gutachten für föderale, gemeinschaftliche, europäische oder internationale Behörden oder Organisationen abzugeben sowie einen Bericht oder einen Antrag an diese zu richten.

§ 2. Die Wallonische Regierung beschließt über die allgemeinen Modalitäten der Entwürfe von Verträgen und Kooperationsabkommen mit internationalem Charakter, die der Minister der Internationalen Beziehungen vorlegt.

§ 3. Die Verträge und die Kooperationsabkommen werden, bevor sie von der Wallonischen Regierung genehmigt werden, gemeinsam vom Minister der Internationalen Beziehungen und von dem von der Funktion her betroffenen Minister vorbereitet.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Datum, an dem diese Verträge bzw. Abkommen in Kraft treten.

Art. 13 - Unbeschadet der in den Artikeln 8 und 14 vorgesehenen Bestimmungen ist jeder der Minister in seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich kompetent für:

1° die Beschlüsse in bezug auf einen Höchstbetrag von zwanzig Millionen Franken, wenn der Empfänger im Verwaltungshaushaltsplan genannt ist; andernfalls wird dieser Betrag auf zehn Millionen verringert;

2° die Beschlüsse in bezug auf Ausgaben, die unter Angabe des bzw. der Empfänger in einem von der Wallonischen Regierung beschlossenen Programm eingetragen sind, ohne Begrenzung des Betrags;

3° die Erlasse, durch die Zuschüsse gleich welcher Höhe in Durchführung der in Artikel 8 erwähnten Programme gewährt werden;

4° die Bewilligung der Vorteile, die in Durchführung der Rechtsvorschriften und der Regelung bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs und der technologischen Hilfsmittel gewährt werden und sich auf jegliche Akte beziehen, die Investitionen unter hundertfünfzig Millionen betrifft und über welche die Finanzinspektion ein günstiges Gutachten abgegeben hat.

Den Mitgliedern der Wallonischen Regierung wird jedoch ein dreimonatlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Betriebe und den Betrag der Vorteile enthält, die ihnen in Durchführung der betreffenden Rechtsvorschriften gewährt werden;

5° die Erteilung der Garantie der Region, die gewährt wird in Durchführung der Rechtsvorschriften und der Regelung bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs, wenn der zu verbürgende Kredit sich auf einen Höchstbetrag von hundert Millionen beläuft, und der technologischen Hilfsmittel, wenn sie sich auf ein Programm von höchstens hundert Millionen bezieht;

6° die Erlasse, durch die die auf die Initiative der Gemeinden hin erstellten Raumordnungspläne und Städtebauordnungen genehmigt werden;

7° die zusätzlichen Regelungen in bezug auf die Straßenverkehrsordnung;

8° die Beihilfen zugunsten von Relaisgebäuden;

9° die Zulassung der Unternehmer;

10° die gerichtlichen Schritte, die sowohl als Kläger wie auch als Beklagter im Namen der Wallonischen Regierung unternommen werden, und die weitere Behandlung der der Region vom Gerichtsvollzieher zugestellten Schriftstücke;

11° die Ausstellung von Bescheinigungen;

12° die Verträge über gütliche Abtretungen, die Quittungen und anderen Rechtsgeschäfte in bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von Gebäuden.

13° die Beschlüsse über die Gewährung von vierteljährlichen, gleichwertigen Abschnitten, die dem "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), dem "Institut de Formation permanente des Classes moyennes et des petites et moyennes entreprises" (Institut für die ständige Weiterbildung des Mittelstandes und der kleinen und mittleren Betriebe) sowie den "Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation" (Subregionale Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung) zu bezahlen sind;

14° die Ernennung innerhalb der "Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation" der Mitglieder, die die der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen vertreten;

15° die Ernennung der Mitglieder der Arbeitsbeschaffungs-, Ausbildungs- und Unterrichtskommissionen.

16° die Erlasse zur Genehmigung der Verwaltungspläne und die Beschlüsse zur Billigung der Begleitverträge und der Darlehen in Ausführung der Gesetzgebung und der in ihrer abgeänderten Fassung gültigen, im Abkommen vom 30. Juli 1992 erwähnten Regelung betreffend die Benutzung des Kontos des C.R.A.C (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), soweit die finanzielle Beteiligung der Region nicht beantragt wird.

Art. 14 - Folgende Vorgänge unterliegen der Zustimmung der Wallonischen Regierung: die Wahl der Vergabeart und die Vergabe der Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, deren Schätzwert bzw. Betrag ohne MwSt. über den in nachstehender Tabelle angegebenen Beträgen liegt:

	Öffentliche Ausschreibung oder allgemeiner Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf	Freihändige Vergabe
Bau- und Arbeitsleistungen	300 Millionen	65 Millionen	20 Millionen
Lieferungen	200 Millionen	20 Millionen	12 Millionen
Dienstleistungen	60 Millionen	10 Millionen	5 Millionen

Das in Artikel 51 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen vorgesehene Verfahren findet weiterhin Anwendung, wobei die Wallonische Regierung und der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung den Ministerialausschuß bzw. den Premierminister ersetzen.

Art. 15 - Die Minister sind ein jeder in seinem Zuständigkeitsbereich befugt, unbeschadet der anderen Bestimmungen, die in vorliegendem Erlaß vorgesehen sind, die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Ordnungen und Rundschreiben anzuwenden.

Wenn mehrere Minister für dieselben Angelegenheiten zuständig sind, beginnt die Konzertierung schon bei der Erarbeitung der Vorschläge im Hinblick auf eine gemeinsame Ausarbeitung, und die eventuell daraus hervorgehende Vereinbarung wird von den betreffenden Ministern gemeinsam unterzeichnet.

Art. 16 - Für die Akten bezüglich der Ziele Nr. 1, 2 und 5b der Strukturfonds wird der Minister-Vorsitzende mit der internen Koordinierung auf Regionalebene beauftragt. Die Einreichung dieser Akten bei der Wallonischen Regierung fällt in den gemeinsamen Zuständigkeitsbereich des Ministers-Vorsitzenden und des Ministers der Internationalen Beziehungen. Dieser allein ist zuständig für ihre Übermittlung an die europäischen Instanzen.

Der Vorsitz der verschiedenen Ausschüsse wird wie folgt geführt:

1. Begleitausschüsse (CDS):

Vorsitz : Minister der Internationalen Beziehungen.

2. Technische und finanzielle Ausschüsse (CTF) und technische Gruppen

* C.T.F. - FEDER - Wirtschaft und Attraktivitäten:

— Vorsitz : Minister der Internationalen Beziehungen

— Stellvertretender Vorsitz : Minister der Wirtschaft.

* C.T.F. - F.S.E. - Menschliche Ressourcen:

— Vorsitz : Minister der Ausbildung

— Stellvertretender Vorsitz : Minister der Internationalen Beziehungen.

* Technische Gruppe "Feoga":

— Vorsitz : Minister der Landwirtschaft

— Stellvertretender Vorsitz : Minister der Internationalen Beziehungen.

* Technische Gruppe Ziele Nr. 3 und 4:

— Vorsitz : Minister der Beschäftigung

— Stellvertretender Vorsitz : Minister der Internationalen Beziehungen.

Art. 17 - Die Akten bezüglich der Wahl des Standortes der regionalen Dienststellen und Einrichtungen sind vor der Entscheidung Gegenstand einer Konzertierung zwischen dem mit der Wahl des Standortes beauftragten Minister und dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung und die Ausrüstung gehören.

Art. 18 - Die Akten bezüglich der Investitionen im Holzgewerbe, die einen Betrag von mehr als fünfzig Millionen BEF betreffen, sind vor der Entscheidung Gegenstand einer Konzertierung zwischen dem Minister der Wirtschaft und dem Minister der Umwelt und der Naturschätze.

Art. 19 - Jeder Antrag auf Zulassung der Unternehmer wird dem mit der Wirtschaft beauftragten Minister vor der Entscheidung vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung gehört, zwecks Gutachten vorgelegt.

Art. 20 - Jeder Minister beschließt die zur Ausübung seiner Zuständigkeiten erforderlichen Enteignungen.

Art. 21 - Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts akkreditiert die Wallonische Regierung die Finanzinspektoren und bestimmt, wie sie bei ihren Mitgliedern eingesetzt werden.

KAPITEL II — Zeitweilige Bestimmung

Art. 22 - § 1. In bezug auf die Verwaltung und die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die sie verwaltet, ist die Wallonische Regierung allein zuständig für:

1° die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungscharakter;

2° die Erteilung von Vollmachten an die Verwaltung;

- 3° die Stellenpläne;
- 4° die Verkündung von freien Planstellen in der Stufe 1;
- 5° die Erteilung von höheren Dienstposten und die Beförderungen in der Stufe 1;
- 6° die endgültigen Beschlüsse im Anschluß an die von den Berufungsausschüssen und der Berufungskammer sowie von dem Ausschuß für die Probezeiten in der Stufe 1 abgegebenen Gutachten;
- 7° die Versetzungen im Interesse des Dienstes ab den Dienstgraden des Ranges A4;
- 8° die Erstellung des jährlichen Anwerbungsprogramms.

§ 2. Die Akten betreffend die Regeln des öffentlichen Dienstes, insbesondere die in § 1, 1° erwähnten Akten, werden für die Verwaltung vom Minister des öffentlichen Dienstes bearbeitet und der Regierung vorgelegt.

§ 3. Die in § 1, 2° bis 8° erwähnten Akten betreffend die Gesamtheit eines Ministeriums werden vom Minister des öffentlichen Dienstes bearbeitet und der Regierung vorgelegt.

Die Akten, die das Gesamtheit eines Ministeriums nicht betreffen, werden auf Initiative des Ministers des öffentlichen Dienstes bearbeitet und der Regierung zusammen mit der Unterzeichnung des bzw. der von der Funktion her zuständigen Minister vorgelegt.

Der von der Funktion her zuständige Minister ist berechtigt, aufgrund seines Initiativrechts den Minister des öffentlichen Dienstes um sein Gutachten zu ersuchen, der nach Empfang des Antrags über eine Frist von einem Monat verfügt, um diesen zu beantworten. Nach Ablauf dieser Frist ist der von der Funktion her zuständige Minister berechtigt, die Regierung auf eigene Initiative anzurufen.

§ 4. Die Akten über das Statut und die Stellenpläne des Personals der der Region unterstellten Einrichtungen öffentlichen Interesses werden durch den von der Funktion her zuständigen Minister bearbeitet und der Regierung vorgelegt, vorbehaltlich der Genehmigung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört.

Außer den in vorstehenden Absatz angegebenen Akten werden die in § 1, 1° bis 8° erwähnten Akten, die die der Region unterstellten Einrichtungen öffentlichen Interesses betreffen, auf Initiative des von der Funktion her zuständigen Ministers bearbeitet und der Regierung vorgelegt, vorbehaltlich der Genehmigung des Ministers des öffentlichen Dienstes.

Der Minister des öffentlichen Dienstes ist berechtigt, aufgrund seines Initiativrechts den von der Funktion her zuständigen Minister um sein Gutachten ersuchen, der nach Empfang des Antrags über eine Frist von einem Monat verfügt, um diesen zu beantworten. Nach Ablauf dieser Frist ist der Minister des öffentlichen Dienstes berechtigt, die Regierung auf eigene Initiative anzurufen.

§ 5. Die Verwaltungsbeschlüsse betreffend die Akten werden vom Minister des öffentlichen Dienstes auf Vorschlag oder Gutachten des von der Funktion her zuständigen Minister gefaßt, außer für jene Akten, die in § 1, 1° bis 8° erwähnt sind. Das Gutachten wird innerhalb einer Frist von acht Tagen ab dem Tage des Antragsempfangs abgegeben. Mangels dessen wird es als positiv betrachtet. Eine Abschrift des Beschlusses des Ministers des öffentlichen Dienstes wird dem von der Funktion her zuständigen Minister übermittelt.

KAPITEL III — Endbestimmungen

Art. 23 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995, vom 8. Februar 1996 und vom 25. April 1996, wird aufgehoben.

Art. 24 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird aufgehoben.

Art. 25 - Der vorliegende Erlaß tritt am 20. Juni 1995 in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 10, der am 8. Februar 1996 in Kraft tritt, des Artikels 13, 13° bis 15°, der am 14. Dezember 1995 in Kraft tritt, und des Artikels 13, 16°, der am 1. Mai 1996 in Kraft tritt.

Artikel 22 tritt am 7. Februar 1996 außer Kraft.

Art. 26 - Die Minister werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Juli 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 — 1689

[C - 27453]

25 JULI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van haar werking

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 68, eerste lid;

Gelet op het decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Waalse Regering een normale werking moet hebben, zonder discontinuïteit en zo efficiënt mogelijk; dat haar werkingsregels met het oog hierop zo spoedig mogelijk toepasselijk moeten zijn;

Overwegende dat bij het aannemen van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1995 tot regeling van haar werking een formele vergissing werd begaan;

Overwegende dat de aldus geschapen toestand de goede werking van de Regering in het gedrang brengt en rechtsonzekerheid veroorzaakt;

Overwegende dat het geboden is dit besluit terug te laten werken op de datum van de installatie van de Waalse Regering om de continuïteit van de openbare dienst zo spoedig mogelijk te waarborgen; dat de terugwerkende kracht van dit besluit bovendien geen afbreuk doet aan eventuele verworven rechten daar het als doel heeft de delegatie van de beslissingsmacht binnen de Regering te organiseren, ongeacht de inhoud ervan;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Vaste bepalingen*

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die ze aan haar leden verleent, beraadslaagt de Waalse Regering collegiaal volgens de consensusprocedure en bepaalt zij de politieke koers voor de materies die tot de bevoegdheid van het Gewest behoren.

Art. 2. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt op geldige wijze over de agendapunten indien meer dan de helft van haar leden aanwezig zijn.

§ 2. Behoudens in behoorlijk verantwoorde en door de Waalse Regering toegestane dringende gevallen, wordt geen rekening gehouden met :

- de punten die niet op de agenda staan;
- de punten waarvoor het advies van de Inspectie van Financiën niet bijgevoegd is;
- de punten waarvoor het akkoord van de Minister van Begroting, vereist overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994, niet bijgevoegd is;
- de punten waarvoor het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, vereist overeenkomstig artikel 10, § 4, van dit besluit, niet bijgevoegd is.

§ 3. Het lid wiens afwezigheid verantwoord is, kan vóór de vergadering de verdragging van een agendapunt vragen.

Art. 3. § 1. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp van decreet en reglementair besluit, behoudens door haar verleende delegatie.

§ 2. De Waalse Regering beraadslaagt over elk voorstel van decreet en amendement(en) dat bij de Waalse Gewestraad wordt ingediend.

§ 3. Een Minister kan alles aanhalen wat tot een gedelegeerde bevoegdheid behoort.

Art. 4. § 1. De Waalse Regering werkt de voorontwerpen van begrotingsdecreten uit, alsook de ontwerpen van amendement.

§ 2. De Waalse Regering keurt de ontwerpen van decreet goed die betrekking hebben op de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 5. § 1. De artikelen 5, 6, 8, 9 en 17 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole zijn, mutatis mutandis, van toepassing op de Waalse Regering. Wat artikel 5 betreft, geeft de Minister van Begroting zijn advies binnen een termijn van tien dagen.

§ 2. Om de drie maanden wordt een volledige begrotingsvoestand zowel van de vastleggingen en de ordonnances als van de ontvangsten en uitgaven aan ieder lid van de Waalse Regering overgemaakt binnen een termijn van veertien dagen na afloop van de betrokken maandelijkse periode.

De toestand bevat een bijlage met het investeringsprogramma.

§ 3. Voor de materies die tot zijn bevoegdheden behoren, heeft iedere Minister rechtstreeks toegang tot de boekhouding van de vastleggingen en ordonnancerings.

Art. 6. De Minister van Begroting is, samen met de functioneel bevoegde Minister, belast met het uitwerken en het indienen van ontwerpen van beraadslaging tot machtiging van de vastlegging, de ordonnanciering en de betaling van uitgaven bovenop de gestemde kredieten of ingevolge de weigering van visum van het Rekenhof.

Art. 7. De Waalse Regering beraadslaagt over elk ontwerp of voorstel van oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de openbare diensten, lichamen en instellingen, belast met het voeren van het gewestelijk beleid.

Art. 8. Vooraleer de begrotingsontwerpen worden goedgekeurd, beraadslaagt de Waalse Regering over de zakelijke investeringsprogramma's die over één of meerdere jaren lopen.

De programma's vermelden met name het juiste bedrag van de tegemoetkomingen en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, de bestemming ervan en, in voorkomend geval, de rechthebbenden.

Art. 9. Ieder ontwerp van omzendbrief of richtlijn met een algemene draagwijdte wordt door de auteur ervan aan de andere Ministers gezonden.

Deze laatste kunnen binnen acht dagen of op de eerste zitting van de Waalse Regering na ontvangst van het ontwerp vragen dat hierover beraadslaagd wordt. Bij gebrek aan een verzoek of evocatie wordt de omzendbrief verspreid of bekendgemaakt.

Art. 10. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

— dossiers A : de besluiten van organieke of reglementaire aard;

— dossiers B :

1° het verlenen van delegaties aan ambtenaren;

2° de personeelsformaties;

3° het vacantverklaren van betrekkingen in niveau 1;

4° de toekenning van hogere functies en de bevorderingen in niveau 1;

5° de definitieve beslissingen i.v.m. adviezen gegeven door de commissies en de raden van beroep, alsook door de stagecommissies in niveau 1;

6° de mutaties in het belang van de dienst vanaf de graden van rang A4;

7° het uitwerken van de wervingsprogramma's;

— dossiers C : de andere administratieve beslissingen m.b.t. het personeel, behalve die waarvoor delegaties aan ambtenaren zijn verleend.

§ 2. De secretarissen-generaal en de leidende ambtenaren van de instellingen van openbaar nut zenden elk dossier waarvan sprake in § 1 tegelijkertijd aan de Minister van Ambtenarenzaken en aan de functioneel bevoegde Minister(s).

De Minister die het dossier in ontvangst neemt, beschikt over een termijn van tien werkdagen om zijn advies mee te delen aan zijn collega(s) die bevoegd is/zijn om het dossier aan de Regering voor te leggen of om te beslissen. Na verloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

In geval van verschillende adviezen, wordt binnen tien werkdagen overleg gepleegd bij de Minister van Ambtenarenzaken.

§ 3. De dossiers A worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Regering voorgelegd.

De dossiers B betreffende de ministeries worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Regering voorgelegd.

De dossiers B betreffende de instellingen van openbaar nut worden door de functioneel bevoegde Minister aan de Regering voorgelegd.

§ 4. Alleen de Regering is bevoegd voor de dossiers A en B.

De Minister van Ambtenarenzaken is bevoegd voor de dossiers C betreffende de ministeries. Een afschrift van de beslissing van de Minister van Ambtenarenzaken wordt aan de functioneel bevoegde Minister gezonden.

De functioneel bevoegde Minister is bevoegd voor de dossiers C betreffende elk van de instellingen van openbaar nut. Een afschrift van de beslissing van de functioneel bevoegde Minister wordt aan de Minister van Ambtenarenzaken gezonden.

§ 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van de door de Regering genomen beslissingen i.v.m. alle dossiers A en de dossiers B betreffende de ministeries.

De functioneel bevoegde Minister is belast met de uitvoering van de door de Regering genomen beslissingen i.v.m. de dossiers B betreffende elk van de instellingen van openbaar nut.

Art. 11. Wanneer het Gewest hetzij betrokken is bij het concipiëren of het uitwerken van een beleid, hetzij vertegenwoordigd is binnen de lichamen of instellingen die ermee belast zijn, bepaalt de Waalse Regering de elementen van het gewestelijk beleid, wijst ze haar vertegenwoordigers binnen deze lichamen of instellingen aan, geeft ze hen alle nuttige richtlijnen en neemt ze hun verslagen in ontvangst.

Art. 12. § 1. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, is de Waalse Regering alleen bevoegd om, namens het Gewest, een advies uit te brengen voor de nationale, communautaire, Europese of internationale overheden of instellingen, alsook om hen een verslag of een aanvraag toe te zenden.

§ 2. De Waalse Regering beraadslaagt, op de voordracht van de Minister van Internationale Betrekkingen, over de algemene modaliteiten voor ontwerpen van samenwerkingsverdragen en -overeenkomsten met een internationale draagwijdte.

§ 3. Vooraleer door de Waalse Regering te worden goedgekeurd, worden de samenwerkingsverdragen en -overeenkomsten gezamenlijk voorbereid door de Minister van Internationale Betrekkingen en de functioneel bevoegde Minister.

De Waalse Regering bepaalt de datum waarop die verdragen en overeenkomsten in werking treden.

Art. 13. Onverminderd de bepalingen waarvan sprake in de artikelen 8 en 14, zijn alle Ministers, ieder wat zijn bevoegdheden betreft, gemachtigd voor :

1° de beslissingen betreffende een maximumbedrag van twintig miljoen frank als de rechthebbende in de administratieve begroting vermeld staat; in het tegenovergestelde geval wordt dat bedrag tot tien miljoen teruggebracht;

2° zonder beperking van het bedrag, de beslissingen betreffende uitgaven die, met vermelding van de rechthebbende(n), in een binnen de Waalse Regering beraadslaagd programma opgenomen zijn;

3° de besluiten tot toekenning van subsidies, ongeacht het bedrag ervan, in uitvoering van de in artikel 8 vermelde programma's;

4° de toekenning van voordelen krachtens de wetgeving en de reglementering op de economische expansie, en de technologische hulpmiddelen voor elk dossier betreffende tegemoetkomingen waarvan het bedrag kleiner is dan honderdvijftig miljoen en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies heeft gegeven. De leden van de Waalse Regering zullen echter een driemaandelijks verslag ontvangen met de lijst van de ondernemingen en het bedrag van de voordelen die zij krachtens voornoemde wetgeving genieten;

5° de toekenning van de gewestelijke waarborg krachtens de wetgeving en de reglementering op de economische expansie als het te waarborgen krediet op een maximumbedrag van honderd miljoen slaat, en de technologische hulpmiddelen als zij betrekking hebben op een programma van maximum honderd miljoen;

6° de besluiten tot goedkeuring van plannen van aanleg en van reglementen inzake stedenbouw uitgaande van de gemeenten;

7° de aanvullende reglementeringen van de politie op het wegverkeer;

- 8° de tegemoetkomingen voor relaisgebouwen;
 9° de erkenning van aannemers;
 10° de gerechtelijke acties ondernomen, als eiser en als verweerder, in naam van de Waalse Regering, het lot van de aan het Gewest betekende deurwaardersexploten;
 11° de afgifte van getuigschriften;
 12° de contracten van minnelijke overdracht, de kwijtingen en andere verrichtingen betreffende de aankoop of de afstand van onroerende goederen;
 13° de beslissingen i.v.m. de toekenning van gelijkwaardige driemaandelijke tranches aan de "Office régional de l'Emploi" (Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling), het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming;
 14° de benoeming binnen de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming van de leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen;
 15° de benoeming van de leden van de commissies tewerkstelling-vorming-onderwijs;
 16° de besluiten tot goedkeuring van de beheersplannen en de beslissingen houdende goedkeuring van de begeleidingsovereenkomsten en de leningen in uitvoering van de wetgeving en de reglementering betreffende het gebruik van de C.R.A.C.-rekening waarvan sprake in de overeenkomst van 30 juli 1992, zoals gewijzigd, voor zover de financiële tegemoetkoming van het Gewest niet wordt gevraagd.

Art. 14. De Waalse Regering moet haar goedkeuring geven voor de wijze van gunning en de gunning van de opdrachten van werken, leveringen en diensten waarvan de raming of het bedrag, excl. B.T.W., hoger is dan de bedragen van volgende tabel :

	Openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag	Onderhandse opdracht
Werken	300 miljoen	65 miljoen	20 miljoen
Leveringen	200 miljoen	20 miljoen	12 miljoen
Diensten	60 miljoen	10 miljoen	5 miljoen

De procedure bedoeld in artikel 51 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, blijft van toepassing, op voorwaarde dat de Waalse Regering en de Minister-President van de Waalse Regering respectievelijk het Ministerieel comité en de Eerste Minister vervangen.

Art. 15. Voor de materies die tot hun bevoegdheden behoren, hebben de Ministers machtiging om de wetten, decreten, besluiten, verordeningen en omzendbrieven toe te passen, onverminderd de andere bepalingen van dit besluit.

Voor de materies die tot de bevoegdheden van verschillende Ministers behoren, wordt bij het uitwerken van de voorstellen overleg gepleegd met het oog op hun gezamenlijke bijwerking en medeondertekenen de betrokken Ministers de overeenkomst die er eventueel uit voortvloeit.

Art. 16. Voor de dossiers omtrent de doelstellingen 1, 2 en 5b van de structurele fondsen, is de Minister-President belast met de interne coördinatie op gewestelijk niveau. De indiening van dezelfde dossiers bij de Waalse Regering behoort tot de gezamenlijke bevoegdheid van de Minister-President en de Minister van Internationale Betrekkingen. Alleen deze laatste is bevoegd voor hun overbrenging aan de Europese instellingen.

Het voorzitterschap van de verschillende comités wordt bekleed als volgt :

1. Toezichtcomité (CDS) :

— Voorzitter : de Minister van Internationale Betrekkingen;

2. Technische en financiële comités (CTF) en technische groepen

* CTF - FEDER - Economie en attractiviteiten :

— Voorzitter : de Minister van Internationale Betrekkingen;

— Ondervoorzitter : de Minister van Economie.

* CTF - F.S.E. - Menselijke hulpbronnen :

— Voorzitter : de Minister van Vorming;

— Ondervoorzitter : de Minister van Internationale Betrekkingen.

* Technische groep Feoga :

— Voorzitter : Minister van Landbouw;

— Ondervoorzitter : Minister van Internationale Betrekkingen.

* Technische groep doelstellingen 3 en 4 :

— Voorzitter : Minister van Tewerkstelling;

— Ondervoorzitter : Minister van Internationale Betrekkingen.

Art. 17. Vooraleer een beslissing wordt genomen, plegen de Minister tot wiens bevoegdheden Vestiging behoort, en de Minister van Ruimtelijke Ordening en Uitrusting, overleg over de dossiers betreffende de vestiging van de gewestelijke diensten en instellingen.

Art. 18. Vooraleer een beslissing wordt genomen, plegen de Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu en Natuurlijke Hulpbronnen overleg over de dossiers betreffende investeringen van meer dan vijftig miljoen in de houtfilière.

Art. 19. Vooraleer een beslissing wordt genomen, vraagt de Minister van Uitrusting het advies van de Minister van Economie over elke aanvraag om erkenning van aannemers.

Art. 20. Elke Minister bepaalt de onteigeningen die nodig zijn voor het uitoefenen van zijn bevoegdheden.

Art. 21. De Waalse Regering accrediteert de inspecteurs van Financiën en stelt hen bij haar leden aan op de voordracht van de Minister van Begroting.

HOOFDSTUK II. — *Tijdelijke bepaling*

Art. 22. § 1. Wat de administratie en de door de Waalse Regering beheerde instellingen van openbaar nut betreft, is alleen deze laatste bevoegd voor :

- 1° de besluiten van organieke of reglementaire aard;
- 2° het verlenen van delegaties aan ambtenaren;
- 3° de personeelsformaties;
- 4° het vacantverklaren van betrekkingen in niveau 1;
- 5° de toekenning van hogere functies en de bevorderingen in niveau 1;
- 6° de definitieve beslissingen i.v.m. adviezen gegeven door de commissies en de raden van beroep, alsook door de stagecommissies in niveau 1;
- 7° de mutaties in het belang van de dienst vanaf de graden van rang A4;
- 8° het uitwerken van de wervingsprogramma's.

§ 2. De dossiers omtrent de regels van het Openbaar Ambt, met name die waarvan sprake in § 1, 1°, worden, voor de administratie, door de Minister van Ambtenarenzaken voorbereid en aan de Regering voorgelegd.

§ 3. De in § 1, 2° tot 8°, vermelde dossiers die betrekking hebben op het geheel van een Ministerie, worden door de Minister van Ambtenarenzaken voorbereid en aan de Regering voorgelegd.

De dossiers die niet op het geheel van een Ministerie betrekking hebben, worden op initiatief van de Minister van Ambtenarenzaken voorbereid en aan de Regering voorgelegd. Ze worden medeondertekend door de functioneel bevoegde Minister(s). De functioneel bevoegde Minister kan, vanwege zijn initiatiefrecht, het advies vragen van de Minister van Ambtenarenzaken, die een antwoord moet geven binnen één maand na ontvangst van het verzoek. Na afloop van deze termijn kan de functioneel bevoegde Minister zich uit eigen beweging tot de Regering wenden.

§ 4. De dossiers betreffende het statuut en de personeelsformatie van de instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, worden, mits akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, door de functioneel bevoegde Minister voorbereid en aan de Regering voorgelegd.

Naast de dossiers waarvan sprake in het vorige lid worden de in § 1, 1° tot 8°, vermelde dossiers betreffende instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, op initiatief van de functioneel bevoegde Minister voorbereid en aan de Regering voorgelegd, mits akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken.

De Minister van Ambtenarenzaken kan, vanwege zijn initiatiefrecht, het advies vragen van de functioneel bevoegde Minister, die een antwoord moet geven binnen één maand na ontvangst van het verzoek. Na afloop van deze termijn kan de Minister van Ambtenarenzaken zich uit eigen beweging tot de Regering wenden.

§ 5. De administratieve beslissingen m.b.t. andere dossiers dan die vermeld in § 1, 1° tot 8°, worden door de Minister van Ambtenarenzaken op de voordracht of op advies van de functioneel bevoegde Minister genomen. Het advies wordt uitgebracht binnen acht dagen na ontvangst van het verzoek; bij gebreke ervan wordt het geacht gunstig te zijn. Een afschrift van de beslissing van de Minister van Ambtenarenzaken wordt aan de functioneel bevoegde Minister gezonden.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 23. Het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1995 tot regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 14 december 1995, 8 februari 1996 en 25 april 1996, wordt ingetrokken.

Art. 24. Het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 tot regeling van haar werking, wordt opgeheven.

Art. 25. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 20 juni 1995, behalve artikel 10, dat uitwerking heeft met ingang van 8 februari 1996, artikel 13, 13° tot 15°, dat uitwerking heeft met ingang van 14 december 1995, en van artikel 13, 16°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 mei 1996.

Artikel 22 houdt op werking te hebben met ingang van 7 februari 1996.

Art. 26. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 25 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

20 JUNI 1996. — Arrêté ministériel relatif aux dépenses de fonctionnement
de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne

Le Ministre-Président, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 346bis, y inséré par le décret du 9 décembre 1993;